

Nouvelle pauvreté et nouvelle richesse

Réflexions en lien avec Siracide 40, 24-27

Présentation de Jean-Arnold de Clermont, président de la Fédération Protestante de France et de la Conférence des Églises chrétiennes européennes

Nouvelle pauvreté et nouvelle richesse ? Le titre de la rencontre de la Conférence des Eglises riveraines du Rhin soulève spontanément la question des adjectifs : pauvreté et richesse ne sont pourtant pas une nouveauté. Jésus avait déjà affirmé : « Des pauvres, en effet, vous en avez toujours avec vous » (Mt 26, 11). En tant que défi pour les Eglises, la pauvreté n'est rien de neuf non plus. L'engagement contre la pauvreté et pour les hommes dans le besoin a toujours fait partie de la fidélité au Christ et est devenu une caractéristique essentielle des Eglises. L'Eglise se réfère ainsi aux expériences de l'Ancien Testament dans lequel la responsabilité de la communauté vis-à-vis des pauvres était déjà développée.

La même remarque compte pour la richesse : le rapport à l'aisance matérielle n'est pas un thème nouveau pour les Eglises. Dès le début, la richesse a été considérée comme un défi pour la foi. A en croire les Evangiles, Jésus a bien plus parlé d'argent que de prière – et même quand il parle de prier il mentionne l'argent (Mt 6,12 « pardonne-nous nos offenses/remets-nous notre dette ». « Je vous le répète, il est plus facile à un chameau de passer par un trou d'aiguille qu'à un riche d'entrer dans le royaume de Dieu. » (Mt 19, 24). Cet avertissement de Jésus est même devenu proverbial.

Pourquoi donc alors « nouvelle » pauvreté et « nouvelle » richesse. Permettez-moi quelques réflexions en lien avec un texte assez ancien, tiré des considérations pleines de sagesse du Siracide, chapitre 40. Aux versets 24 à 27 on peut lire :

*24 Les frères et les appuis interviennent au temps de l'adversité,
mais bien davantage l'aumône est libératrice.*

*25 L'or et l'argent donnent de l'assurance,
mais plus qu'eux on appréciera un conseil.*

*26 La richesse et la force donnent confiance,
mais plus encore la crainte du Seigneur.*

*Avec la crainte du Seigneur rien ne manque,
avec elle il n'y a plus à chercher de secours.*

*27 La crainte du Seigneur est comme un jardin luxuriant
et mieux que toute gloire elle protège.*

« Nouvelle » pauvreté

« Les frères et les appuis interviennent au temps de l'adversité, mais bien davantage l'aumône est libératrice »

Du point de vue de la Bible, il a toujours été clair que la société a une responsabilité vis-à-vis des faibles, vis-à-vis de ceux qui ne peuvent pas entièrement subvenir à leurs besoins – quelle qu'en soit la raison. Dans le cadre du développement de l'Etat providence moderne des organismes étatiques ont pris en charge d'importantes parties de cette responsabilité publique pour les pauvres et les nécessiteux. Les Eglises s'en occupent encore et toujours dans la mesure où elles inscrivent leurs offres et leurs services dans le cadre de la protection sociale publique. Si l'on considère l'histoire de l'Eglise le texte biblique devrait être plutôt : *« Les infirmières et les assistantes sociales interviennent au temps de l'adversité »* ; c'était et ce sont encore aujourd'hui surtout des femmes qui, dans les communautés et la diaconie, prennent en charge la responsabilité vis-à-vis des pauvres.

Si depuis quelques années on parle néanmoins de « nouvelle » pauvreté, c'est que ce concept reflète un développement dans les sociétés européennes qui a été pris en compte pour la première fois au début des années 90 : tandis que par « ancienne » ou traditionnelle pauvreté on désigne une restriction des moyens économiques qui incluent en principe tous les domaines, la nouvelle pauvreté ne prend plus la forme d'une restriction des moyens de survie homogène et cumulative. Ce qui signifie qu'une personne peut s'appauvrir dans un ou plusieurs domaines de sa vie sans avoir comme conséquence un appauvrissement automatique dans tous les autres domaines. De manière rigoureuse, on devrait parler de pauvreté au pluriel pour mieux décrire ce processus. Ce qui est nouveau dans la pauvreté c'est aussi qu'aujourd'hui les facteurs qui peuvent produire des symptômes de pauvreté se sont différenciés et multipliés. Un choc totalement inattendu (p.ex. la perte de son emploi) peut perturber l'équilibre entre ses propres possibilités et la capacité à les utiliser sans que la perte de l'emploi ait comme conséquence obligatoire une perte excessive des ressources financières. La conséquence en est que la nouvelle pauvreté touche de toujours plus grands pans de la société, elle ne contamine pas seulement des personnes qui vivent au-dessous d'un certain seuil de revenus.

Une conséquence de la nouvelle pauvreté est une peur très répandue de perdre sa place dans la société. Cette insécurité imprègne l'atmosphère dans les pays européens, même là où les gens vivent dans ce qu'on peut considérer - à vrai dire - de très bonnes conditions.

La révolte des jeunes dans les banlieues françaises en automne l'an dernier et le soulèvement de la jeunesse contre le "Contrat première embauche" (CPE) ces dernières semaines peuvent peut-être illustrer ce qu'on entend par « nouvelle » pauvreté : les jeunes qui se sont rebellés dans les banlieues ne vivent pas dans une pauvreté absolue qui mettrait

en danger leur existence, mais ils vivent dans une grande pauvreté en ce qui concerne leurs chances pour l'avenir et leurs possibilités de s'épanouir. Ils n'ont guère de chance de trouver dans la société un emploi correspondant à leurs capacités. C'est cette indigence de possibilités, contre laquelle ils se révoltent, ce manque de responsabilité et de dignité qu'offre notre société à toute une génération. On peut dire la même chose pour la jeunesse qui, au cours de ces dernières semaines, est descendue dans la rue contre le retrait de la protection contre les licenciements abusifs, de peur de perdre leur place dans la société, de peur d'un appauvrissement qui restreindrait leurs moyens de la même manière.

La « nouvelle » pauvreté n'est peut-être pas aussi visible que la détresse matérielle dont parle la Bible mais elle a depuis longtemps bien plus marqué nos sociétés.¹

« Nouvelle » richesse

Parallèlement à une nouvelle pauvreté qui se répand, nous constatons un processus contraire : une nouvelle richesse dans une couche supérieure, plus petite, de la société. « L'or et l'argent donnent de l'assurance » dit déjà le Siracide. Ils garantissent la sécurité qui s'est perdue dans d'autres couches de la population. En même temps, ils offrent aux riches de nouvelles possibilités d'action : « La richesse et la force donnent confiance » affirme le Siracide.

Ceux qui sont à la pointe de cette nouvelle richesse viennent, de façon étonnante, d'Europe centrale et orientale : les transformations dans les anciens pays communistes ont permis, entre autres, à un très petit nombre d'entrepreneurs privés de se constituer des fortunes immenses tandis que les revenus d'une plus grande partie de la population restent toujours très faibles.

On trouve aussi une « nouvelle » richesse dans une couche financière supérieure de la société plutôt réduite. D'après les estimations du Financial Times la hausse des marchés boursiers entre 2000 et 2003 a fait augmenter chaque année d'environ un demi-million d'Européens le club des millionnaires. Le nombre des « nouveaux riches » est donc tous les ans deux fois la population de Strasbourg. Caractéristique de cette forme de nouvelle richesse : elle est moins due à des activités d'entreprises qu'à une spéculation sur des entreprises d'autres personnes. Par ailleurs, je ne voudrais pas spéculer sur le nombre de ces millionnaires qui auront perdu tout aussi vite leurs biens dans les prochaines années.

Le fait est que le gouffre entre pauvres et riches en Europe se creuse toujours plus. Et cela vaut aussi entre les sociétés européennes : si l'on compare le pouvoir d'achat relatif des divers pays européens (ce qui permet de tenir compte du coût de la vie dans chaque pays), l'écart va de 32 000 € par personne et par an au Lichtenstein à 800 € en Moldavie – ici

aussi par personne et par an, faut-il le souligner ! Le pouvoir d'achat moyen dans l'Union européenne est de 14 000 €, dans toute l'Europe de 9 900 €. Mais dans plus de 10 pays de l'Europe centrale et orientale la plupart des gens disposent de moins de 10 € par jour pour vivre.

A cela s'ajoute une répartition de plus en plus inégale de la fortune à l'intérieur même de la société européenne. Même en Allemagne qui dispose d'une classe moyenne particulièrement large, 4 % des plus riches Allemands possèdent plus de la moitié de l'argent. L'Européen actuellement le plus riche, Ingvar Kamprad, fondateur d'IKEA, dispose d'une richesse privée de plus de 28 milliards de dollars US. Ce qui est plus que la richesse générale de certains états européens.²

La position des Eglises européennes

« L'or et l'argent donnent de l'assurance,... la richesse et la force donnent confiance ». C'est ce que reconnaît le Siracide. Mais en même temps, la sagesse biblique rappelle que : « Mais plus encore est la crainte du Seigneur. Avec la crainte du Seigneur rien ne manque, avec elle il n'y a plus à chercher de secours. » La sécurité matérielle ne doit pas être sous-estimée mais en fin de compte, elle n'offre quand même pas de véritable assurance.

Dans le cadre du débat sur la mondialisation, les organisations confessionnelles mondiales et en dernier lieu le Conseil oecuménique des Eglises, se sont exprimées sur la pauvreté et la richesse. Finalement, en décembre de l'année dernière, la KEK a participé à ce débat par une prise de position. Par là, les Eglises font porter leur regard au-delà de l'Europe, sur le rapport plus large de l'Europe au reste du monde : >« A l'instar de toutes les parties du monde, le continent européen affronte le défi de la mondialisation. Nous connaissons dans la majeure partie de l'Europe une prospérité grandissante et une influence accrue de l'Union Européenne qui devient un pouvoir économique mondial important dû au processus réussi d'intégration sur le continent. Au même moment, les chrétiens d'Europe, avec d'autres Eglises dans le monde, sont confrontés à l'intolérable : la continuation ou même la croissance de la pauvreté abjecte de plus d'un milliard de personnes partout dans le monde, y compris dans beaucoup de pays d'Europe, alors que quelques-uns ont amassé des richesses sans précédent et exacerbent une inégalité à la fois entre et dans les pays eux-mêmes. Ce phénomène est accompagné par la naissance du sentiment d'incertitude à propos de la viabilité de l'actuel système de sécurité sociale, ainsi que des augmentations du chômage à un niveau inacceptable. »³

En même temps, les Eglises européennes soulignent que le concept d'économie de marché social qui s'est montré en Europe dans le passé un instrument efficace pour contrôler le développement économique et social,

représente aussi le moyen d'empêcher à l'avenir l'éclatement de la société en pauvres et riches :

« L'équilibre et la justice sociale font partie intégrante du concept d'économie sociale de marché. Ils peuvent être atteints non seulement ex-post, par le système de redistribution. Des efforts pour créer une justice ex ante (comme par exemple l'accès aux moyens de production, l'égalité des chances pour tous, etc.) sont au moins aussi importants et probablement plus efficaces. Toute personne qui met en question ces principes met l'Etat providence en question. Seul un état financièrement sain peut fonctionner comme Etat providence. Cela implique l'acquisition de moyens amenant à une justice sociale. Bien qu'il faille rationaliser progressivement l'Etat, il ne doit pas être dépouillé de ses ressources et finalement devenir si indigent qu'il ne peut plus remplir de manière adéquate son rôle d'Etat providence. Nous croyons que les riches héritages et expériences des divers systèmes sociaux de marché dans les pays européens peuvent être un apport important à un cadre politique mondial pour une mondialisation économique. »⁴

Finalement les Eglises européennes affirment que les nouveaux développements concernent toutes les dimensions du vivre ensemble, et pas seulement l'aspect économique :

« La nouvelle réalité d'une mondialisation continue et qui s'intensifie pose également un certain nombre de questions non exclusivement liées à sa dimension économique. Elle touche aussi à l'identité des peuples. Pour les Eglises en Europe, les éléments économiques du processus sont indéfectiblement liés aux aspects sociaux, politiques, spirituels, culturels d'importance égale. »⁵

Les Eglises ont donc une responsabilité particulière pour surmonter le gouffre entre « pauvres » et « riches ». La conférence organisée à l'automne dernier par la KEK à Bruxelles, sur l'avenir du modèle social européen l'a affirmé clairement : « *La vision chrétienne d'une Europe sociale est une vision radicale (au sens littéral du terme), à la recherche des racines de notre action sociale. Spiritualité et solidarité sont intimement liées : pour les chrétiens, la dignité humaine ne dépend pas de la productivité ou de la contribution économique, mais réside dans les personnes créées à l'image de Dieu pour vivre en relation. (Genèse 1, 27). En tant qu'Eglises nous devons aller au-delà de la comparaison et de la compétition, et au-delà de la course « gagnant-perdant » dans le monde économique. Nous devons souligner ce qui unit les êtres humains : une valeur fondamentale qui est donnée et non gagnée dans une compétition, une aspiration commune à la paix et la justice qui sont notre seule sécurité, et une volonté de partager pour grandir ensemble. « Fidélité et Vérité se sont rencontrées, elles ont embrassé Paix et Justice. La Vérité germe sur la terre et la Justice se penche du ciel. » (Ps 85, 11-12)*

Pour les chrétiens, la personne et la communauté ne s'opposent pas, mais sont des aspects complémentaires de la vie sociale. Participer à la vie de la société et contribuer à l'édifier sont une partie essentielle de la compréhension chrétienne de la vie sociale.

Il n'y a pas de véritable société sans participation des personnes vulnérables. Les Eglises et la Diaconie sont liées à une « option préférentielle pour les pauvres », ce qui veut dire vivre ensemble en solidarité avec les personnes vulnérables, exclues, marginalisées. Les Eglises et la Diaconie doivent aussi plaider pour renforcer la voix des marginalisés et mettre en évidence les déficits des systèmes sociaux. Une économie n'est totalement comprise que si elle est considérée du point de vue des vulnérables et des défavorisés. » 6

Dans ce contexte un certain nombre d'Eglises ont clairement affirmé que la « nouvelle » richesse doit aller de pair avec une nouvelle responsabilité pour éviter un appauvrissement de la société et un danger pour la paix sociale. Dans leur publication « Prosperity with a purpose » (« Une prospérité au service d'un objectif »), les Eglises en Grande-Bretagne et en Irlande ont repéré des principes éthiques pour un usage responsable de la richesse : le mot richesse est souvent compris dans un sens étroit mais il a une signification bien plus profonde. La richesse peut être entendue comme un objectif très large : la promotion du bien commun des humains. Ceci comprend la participation à la société, un bien-être suffisant, la joie et le bonheur, la culture et la civilisation, ainsi qu'une longue vie en bonne santé.⁷

Conclusion

Lorsque la peur devient la caractéristique d'une « nouvelle » pauvreté croissante dans la société et que la « nouvelle » richesse n'offre aucune sécurité ultime, la question se pose de savoir comment surmonter cette peur qui conduit à des tensions toujours plus grandes dans nos sociétés. Dans son analyse de la société moderne, le philosophe danois Sören Kierkegaard était arrivé à la conclusion suivante : « La peur est le vertige de la liberté ». Et il était persuadé qu'en fin de compte, la peur ne peut être surmontée que dans la crainte de Dieu.⁸ Aider nos sociétés à redécouvrir une telle confiance serait une contribution appropriée des Eglises pour aider à surmonter le fossé qui existe entre les « nouveaux » pauvres qui ne voient pas de perspectives pour eux dans la société, et les « nouveaux » riches qui risquent de ne plus assumer leurs responsabilités pour le bien commun.

Le Siracide exprime cette confiance préventive (et protectrice) en ces mots : *La crainte du Seigneur est comme un jardin luxuriant et mieux que toute gloire elle protège* (Sir 40, 27).

1 Wörterbuch des Sozialpolitik. In www.socialinfo.ch/cgi-bin/dicopossode/show.cfm?id=55
Pierre Gilliand (Hrsg.), *Pauvretés et sécurité sociale, Réalités sociales*, Lausanne 1990

2 Eurostat; GfK-Studie zu Kaufkraft in über 1.600 europäischen Regionen.
www.focus.msn.de/finanzen/geldanlage/milliardaere_aid_20223.html

3 KEK : *Les Eglises européennes vivent leur foi dans le contexte de la mondialisation*, p. 18.

4 KEK : *Les Eglises européennes vivent leur foi dans le contexte de la mondialisation*, p. 23.

5 KEK : *Les Eglises européennes vivent leur foi dans le contexte de la mondialisation*, p. 18.

6 Une vision commune pour une Europe sociale : "Sur la voie d'une qualité de vie pour tous". Conférence organisée conjointement par la Commission Eglise et Société de la Conférence des Eglises Européennes et Eurodiaconia. Bruxelles, 22-24 novembre 2005.
Message final. (Traduction, n'existe qu'en anglais)

7 CTBI : *Prosperity with a purpose*, p 20.

8 S. Kierkegaard. *Le concept de peur*. Copenhague 1844.

Source(s) : Service communication des Eglises protestantes d'Alsace et de Lorraine;

Date de parution : 9 mai 2006